

## Riviera-Chablais

## Sous pression, les VMCV gèrent un tournant délicat

## Transports

**Attaquée sur plusieurs fronts, la société entame sur des œufs son coûteux défi de modernisation. Elle compte sur une rallonge des communes**

«Une situation critique et complexe.» Ce sont les termes de Caleb Walther pour qualifier le moment délicat que traversent les VMCV à la veille d'une séance du conseil d'administration qu'il préside ad interim. Marquera-t-elle un nouveau départ à quelques jours de l'entrée en fonction au 1er septembre de la nouvelle directrice, Angela Schlegel? La société de transport public, aux mains des dix communes de la Riviera, l'espère vivement, elle qui est prise entre un vaste et coûteux projet de modernisation (notamment ses bus et sa billetterie), des perspectives financières peu engageantes et de récentes déconvenues en série.

Ces dernières ont débuté fin 2017 avec le refus du budget à la suite d'effectifs de chauffeurs jugé trop faibles. Le personnel saturé d'heures supplémentaires, appuyé par le syndicat SEV, avait manifesté son courroux devant le siège et les entrepôts de Clarens le 12 mars dernier pour tenter de durcir le ton, même si la direction s'était déjà engagée à augmenter le nombre de pilotes d'une quinzaine de personnes d'ici fin 2018, de 115 à 130 emplois plein-temps. «L'opération est en cours», affirme Caleb Walther, par ailleurs municipal montreusien.

Cinq engagements sont d'ores et déjà planifiés en 2019, année de la Fête des Vignerons, avec une marge de manœuvre supplémentaire. «De nouvelles demandes sont du reste apparues dans certaines communes, notamment sur les cadences du soir aux heures de pointe, continue-t-il. Sans compter le prolongement futur de la ligne 201 jusqu'à l'Hôpital Riviera-Chablais de Rennaz.»

La deuxième volée de bois vert est survenue en mai, révèle en outre l'hebdomadaire «Le Régional» dans sa dernière édition. Un audit périodique de l'Office fédéral des transports a pointé du doigt des violations de la loi fédérale sur le temps de travail. Les craintes du personnel se voient ainsi confirmées: trop d'heures supplémentaires sont enregistrées et elles ne peuvent plus être payées en vertu de la nouvelle loi. Il faut engager.

Troisième coup de griffe lors de l'appel d'offres pour le nouveau matériel roulant, continue l'hebdomadaire: un fabricant s'estime lésé et relève plusieurs erreurs durant la procédure. Un accord à l'amiable a permis aux VMCV d'éviter la case Tribunal fédéral pour un montant non divulgué «mais peu important», selon Paul

Blumenthal, directeur ad interim jusqu'à samedi.

Pour noircir un peu plus le tableau, de lourdes accusations pèsent sur la gestion du futur ex-directeur Daniel Monnet. En congé maladie depuis le mois de mai, celui-ci a demandé à jouir de son droit à la retraite. Selon plusieurs sources citées anonymement par «Le Régional», le directeur aurait agi comme un «petit dictateur», faisant régner un climat délétère digne d'une «république bananière». Pour ne rien arranger, la directrice des finances et le directeur technique seraient aussi en congé maladie. Le signe d'un malaise bien plus profond? Tant Caleb Walther que Paul Blumenthal éludent. Daniel Monnet n'a pas répondu à nos sollicitations.

«La Riviera est basse dans les classements de subventionnement. Il faut une volonté politique et que les collectivités prennent leurs responsabilités»



**Paul Blumenthal**  
Directeur ad interim de la société VMCV

Concernant ce dernier, Paul Blumenthal évoque «des accusations totalement disproportionnées lancées par quelques cas isolés». Caleb Walther affirme même n'en avoir jamais eu connaissance jusque-là.

## Convaincre les communes

Les deux hommes préfèrent regarder vers l'avenir. Il y est question des nouveaux appareils de billetterie installés dès cet automne. Il faudra ensuite renouveler la flotte la plus ancienne, trop polluante et non conforme aux standards actuels. Des opérations qui auront un coût (plus de 20 millions), alors même que les prestations sont à la hausse et les recettes à la baisse. «De 2016 à 2017, les kilomètres parcourus par notre flotte ont augmenté de 11% pour satisfaire toutes les demandes, chiffre Paul Blumenthal, alors qu'en parallèle la nouvelle donne Mobilis a débouché sur une baisse des recettes. C'est cela qu'il faudra expliquer aux communes. Du reste, la Riviera est basse dans les classements de subventionnement en Suisse. Il faut une volonté politique et que les collectivités publiques - communes, Canton et Confédération - prennent leurs responsabilités.» **Karim Di Matteo**